

**Conseil de sécurité**

Distr.  
GÉNÉRALE

S/1998/1169  
15 décembre 1998

ORIGINAL : FRANÇAIS

---

LETTRE DATÉE DU 15 DÉCEMBRE 1998, ADRESSÉE AU PRÉSIDENT DU CONSEIL  
DE SÉCURITÉ PAR LE REPRÉSENTANT PERMANENT DU MAROC AUPRÈS DE  
L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES

Suite à la publication du rapport du Secrétaire général sur la question du Sahara (S/1998/1160), le Maroc voudrait attirer votre attention et celle des membres du Conseil de sécurité sur la nécessité de distinguer l'arbitrage du Secrétaire général au sujet des 65 000 candidats de l'ensemble des autres propositions contenues dans les protocoles qui lui ont été soumis par le Secrétaire général adjoint aux opérations de maintien de la paix.

En effet, cet arbitrage, qui entre dans le cadre des attributions du Secrétaire général en vertu du Plan de règlement et règlement général, a confirmé un droit reconnu à ces candidats par le Plan de règlement, les critères d'identification, le compromis d'interprétation de ces critères, les accords de Houston et les nombreux rapports du Secrétaire général qui avaient clairement souligné que la MINURSO est tenue d'examiner toutes les demandes déposées en bonne et due forme.

Le Royaume du Maroc qui réclame la reconnaissance des droits de ces candidats depuis le début du processus a accueilli avec un grand soulagement l'arbitrage du Secrétaire général contenu dans son dernier rapport. Il espère que cet arbitrage sera mis en oeuvre sans délai afin d'achever le processus d'identification et entamer les autres étapes du Plan de règlement.

Ce faisant, le Royaume du Maroc ne peut en aucun cas accepter que ces 65 000 candidats qui constituent presque le double des candidats présentés par l'autre partie, soient considérés comme des candidats de seconde catégorie soumis à des conditions et procédures moins favorables et en tout cas non conformes au Plan de règlement.

S'agissant de l'ensemble des autres propositions du Secrétaire général présentées par le Secrétaire général adjoint aux opérations de maintien de la paix dans le but d'activer le processus, le Royaume du Maroc a communiqué au Secrétaire général ses observations, commentaires, suggestions et demandes de clarification comme indiqué par le Secrétaire général dans son rapport. Il réaffirme sa disponibilité à poursuivre le dialogue avec le Secrétariat en vue d'arriver à un compromis qui permette de répondre à ses préoccupations tout en sauvegardant l'intégrité du Plan et en assurant l'accélération du processus référendaire.

Le Royaume du Maroc est convaincu que le Conseil de sécurité prendra les mesures appropriées pour l'identification des 65 000 candidats dont les droits ont été confirmés par l'arbitrage du Secrétaire général et qu'il laissera le temps nécessaire pour l'achèvement des discussions en cours au sujet de l'ensemble des autres propositions du Secrétaire général.

Je vous prie de bien vouloir faire distribuer la présente lettre aux membres du Conseil de sécurité et de la faire publier en tant que document officiel.

(Signé) Ahmed SNOUSSI

-----